

LES DÉPENSES MILITAIRES DE LA RUSSIE AU DÉBUT DU XXI^e SIÈCLE

PAR

JACQUES FONTANEL (*)

Depuis Pierre le Grand, la Russie s'est dotée d'une puissance et d'une industrie militaire considérables. Avec le socialisme et l'isolement de l'Union soviétique, le complexe militaro-industriel soviétique s'est considérablement développé (l'antagonisme entre économie de marché et socialisme a été renforcé par la recherche de l'hégémonie stratégique), au point de devenir le premier au monde par sa capacité de production au début des années 1980 : au sommet de la Guerre froide, les dépenses militaires représentent plus de 20 % à 25 % du produit national soviétique contre seulement 7 à 8 % pour les Etats-Unis. Avec l'Initiative de Défense Stratégique (IDS), le Président Reagan cherche à « reprendre la main », aidé en cela par une économie américaine nettement plus développée que celle de l'URSS. Dans ces conditions, la fameuse stratégie de la terreur nucléaire mutuelle se trouve remise en cause et l'URSS, exsangue économiquement d'une militarisation excessive, connaît une crise systémique brutale. Le fardeau militaire contribue incontestablement à l'effondrement du système communiste. Le choix des « canons » contre le « beurre » se traduit progressivement par une réduction relative du niveau de l'Indice de Développement Humain (IDH). En décembre 1988, Mikhaïl Gorbatchev annonce à la tribune des Nations Unies des réductions du budget et de la production des matériels militaires, engageant ainsi progressivement son pays dans la voie du désarmement partiel. Pour ce faire, il cherche à « normaliser le poids de l'appareil militaire dans la vie politique et dans le débat de sécurité et de démilitariser la politique extérieure » (1). Cette démarche marque la fin de la course aux armements contemporaine : l'éclatement de l'Empire, le processus de transition et le désarmement en sont les conséquences les plus marquantes. Si la réduction des dépenses militaires limite l'influence du complexe militaro-industriel en tant que principale force économique du pays, les facteurs politiques ont un effet aggravant, notamment le Traité START, la désintégration de l'Union soviétique, la perte des réseaux économiques et commerciaux fondés sur la

(*) Professeur en Sciences économiques et vice-président chargé des relations internationales à l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble).

(1) Isabelle FACON, « Evolution des doctrines et des discours militaires de Moscou depuis 1989 : continuité, discontinuité », *Recherches et Documents* (FRS), n° 23, novembre 2001, pp. 8 et 10.

« *fraternité socialiste* » (2), la démission forcée de Gorbatchev et la montée au pouvoir de Boris Eltsine, la disparition de la planification et de la gestion centrale de l'économie et, enfin, la « *thérapie de choc* » de Gaidar (proposant une réduction des deux tiers du secteur « recherche et développement » et des commandes d'équipements militaires).

Depuis, le budget militaire de la Russie connaît une diminution considérable de ses ressources disponibles. Cependant, les chiffres officiels ne correspondent pas avec les informations fournies par les grandes sources internationales d'information statistiques sur les dépenses militaires; il est nécessaire d'expliquer les modalités de calcul du budget militaire et de le différencier des dépenses militaires réelles. Depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine, les dépenses militaires commencent à augmenter de nouveau, avec un taux de croissance supérieur à celui de l'économie nationale. La question qui se pose alors est la suivante : la Russie est-elle encore aujourd'hui ou sera-t-elle encore demain en mesure de disposer des ressources militaires compatibles avec sa volonté de rester ou de redevenir une superpuissance mondiale ?

LE BUDGET MILITAIRE OFFICIEL DE LA RUSSIE

En Russie, la question des priorités militaires fait l'objet de débats entre le ministère de la Défense et le ministère des Finances. Les chiffres sont ensuite fournis à la Douma et font l'objet d'un vote, avec possibilité de substantielles corrections. Le budget officiel fait donc l'objet d'une procédure démocratique. Au cours de l'année, pour tenir compte de l'inflation, des révisions du budget ont été engagées et votées.

Le budget de la défense russe de 1992 à 2001 (en milliards de roubles)

<i>Années</i>	<i>Budget initial</i>	<i>Budget révisé</i>	<i>Budget final</i>	<i>En indices constants (base 1992)</i>
1992	0,38		0,86	100
1993	3,12	8,33	7,21	85
1994	40,63		28,03	77
1995	48,58	59,38	47,80	43
1996	80,19		63,9	25
1997	104,30	83,00	79,70	27
1998	81,77		65,10	18
1999	93,70	109,00	116,80	26
2000	143,00		190,8	35
2001	218,92		240,0	37
2002	262,90			

(2) K. KADRI/J. FONTANEL, « Les conséquences stratégique-économiques pour l'Algérie de ses relations politiques privilégiées avec l'ex-URSS et la Russie (1962-1993) », *Cahiers de l'Espace Europe*, n° 11, 1997.

Les dépenses militaires de la Russie représentent un fardeau de moins en moins important eu égard à la richesse produite chaque année par le pays. Ces résultats sont proches de ceux de la France. Les dépenses dites de coûts opérationnels représentent environ plus de 60 % des dépenses totales, alors même que plus d'un tiers des sommes engagées est inscrit sous le libellé « Autres ». Il est à remarquer que les subventions en faveur des industries de défense représentent moins d'un demi-milliard de roubles, soit 0,15 % des dépenses totales.

***Le budget officiel de la défense russe en 2001
(en milliards de roubles)***

Lignes du budget militaire	Dépenses
Maintenance Personnel	91,6
– <i>Allocations (y compris le personnel civil)</i>	62,5
– <i>Alimentation</i>	17,0
– <i>Congés et repos médicaux</i>	3,6
– <i>Bénéfices et compensations</i>	1,4
Entraînement au combat et logistique	37,5
– <i>Maintenance des immeubles et réparations</i>	15,9
– <i>Stocks et produits énergétiques spéciaux</i>	12,0
– <i>Transports</i>	5,7
– <i>Maintenance, opérations et réparations des propriétés et installations</i>	1,8
– <i>Autres</i>	1,9
Programme énergie atomique	5,1
Mobilisation et entraînement des réserves	2,3
Sécurité collective de la CEI et maintien de la paix	2,7
Dépenses d'éducation et de santé	2,2
Garanties d'assurance	1,5
Commande militaire centrale	0,9
Industries de défense	0,3
Autres	74,8
TOTAL	218,9

Au regard de la richesse produite annuellement, les dépenses militaires officielles connaissent une réduction de grande importance, même si cette tendance s'est renversée ces trois dernières années.

***L'importance des dépenses militaires au regard du PIB
(selon les sources officielles)***

<i>Années</i>	<i>% des dépenses militaires/PIB</i>
1992	4,7
1993	4,4
1994	4,6
1995	3,1
1996	3,0
1997	3,1
1998	2,4
1999	2,6
2000	2,7
2001	2,8

Cependant, les informations fournies ne sont pas toujours très exactes. En réalité, ces chiffres devraient être raisonnablement multipliés par deux. Dans ces conditions, la Russie, malgré sa crise, apparaît toujours comme un pays profondément militarisé. Il faut dire que l'effondrement du PIB permet sans doute aux dépenses militaires de faire encore un peu illusion.

Si l'on veut comparer les dépenses militaires d'une année à l'autre, le principal problème rencontré porte sur l'évolution des prix : il faudrait connaître les prix réels. Or, il n'existe pas, comme dans nombre d'autres pays, d'indice des prix spécifiquement militaires. Dans ces conditions, l'indice des prix à la consommation est souvent utilisé, mais il n'y a aucune raison que l'indice des prix à la consommation soit équivalent à celui de la défense. Aussi son utilisation ne permet-elle pas d'effectuer une mesure des dépenses militaires réelles, mais engendre plutôt une réflexion en termes de coûts d'opportunité. Quelle quantité de consommation réelle représentent les dépenses militaires annuelles ? Plusieurs méthodes ont été utilisées pour l'évaluer, notamment celle dite « de la construction par blocs », qui permet de comparer les dépenses de produits militaires avec l'évolution des prix de produits civils similaires : si la méthode est intéressante, elle n'a pas fourni, dans le passé, des informations de qualité vérifiable. Comment calculer le prix d'une réparation d'un matériel militaire russe ? Dans les conditions citées ci-dessus, les informations recherchées donnent une estimation très globale, nettement meilleure que celle fondée sur la monnaie en prix courants et sans doute plus proches de celles qui appliquent l'indice des prix civils à la consommation. Il n'empêche qu'il est très difficile d'obtenir des résultats concluants de l'effort militaire supplémentaire engagé par la Russie à partir d'estimations aussi grossières.

On peut raisonnablement s'interroger sur la qualité des chiffres ainsi présentés. Les dépenses sont régulièrement modifiées, révisées, formellement ou non, pour tenir compte de l'inflation, de la crise économique et des modifications de stratégies. Les sources internationales obtiennent d'ailleurs des

résultats assez différents dans leurs estimations des dépenses militaires de la Russie.

LES ESTIMATIONS OCCIDENTALES
DES DÉPENSES MILITAIRES DE LA RUSSIE

Pour le Fonds Monétaire International (FMI), les dépenses militaires dans le monde, en baisse constante par rapport au PIB dans la première moitié des années 1990, se sont stabilisées depuis 1995 entre 2,3 et 2,6 % de la production mondiale (3). Le SIPRI et l'IISS confirment globalement ces informations statistiques. En revanche, l'information concernant la baisse des dépenses militaires dans les pays de l'ex-URSS est remise en cause depuis 1998 : en effet, les Etats baltes ont accru leur effort en matière de sécurité, en vue de leur adhésion à l'OTAN et la Russie de Poutine redonne au secteur militaire une nouvelle considération, en vue de faire face à un certain isolement politico-stratégique dans la région.

*Les dépenses militaires des grandes régions du monde (1995-2001),
en pourcentage du PIB, selon le FMI (4)*

	1995	1998	1999	2000	2001
Monde	2,6	2,5	2,5	2,4	2,4
Economies avancées	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5
Afrique	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3
Asie	1,5	1,4	1,5	1,6	1,5
Moyen-Orient	6,1	6,2	5,8	5,8	6,3
Economies en transition	2,6	1,9	2,0	2,1	2,1

*Les dépenses militaires des grandes régions du monde (1995-2000),
en pourcentage du PIB, selon le SIPRI (premier chiffre)
et l'IISS (second chiffre)*

	1995	1998	1999	2000
Monde	2,4 / 2,5	2,3 / 2,5	2,3 / 2,4	2,6 / 2,4
Economies avancées	2,4 / 2,4	2,3 / 2,3	2,2 / 2,2	2,5 / 2,2
Afrique	2,3 / 2,8	2,0 / 3,4	2,2 / 3,3	2,1 / 3,2
Asie	2,1 / 3,6	2,1 / 3,8	2,0 / 3,4	NA / 3,3
Moyen-Orient	5,9 / 6,7	6,6 / 7,7	6,4 / 7,8	6,4 / 6,8
Economies en transition	3,1 / 2,7	2,5 / 2,4	2,5 / 2,3	2,6 / 2,3

(3) « Stabilisation des dépenses militaires et hausse des crédits de lutte contre la pauvreté dans le monde », *FMI Bulletin*, 17 juin 2002, pp. 177-179.

(4) « Stabilisation des dépenses militaires et hausse des crédits de lutte contre la pauvreté dans le monde », *FMI Bulletin*, 17 juin 2002, p. 178.

On peut ainsi constater que si les chiffres des dépenses militaires dans le monde, donnés par l'ensemble des sources statistiques, sont proches, il n'en va pas de même pour ceux qui concernent les différentes régions, où l'on peut noter des divergences relativement importantes. Ainsi, pour les économies en transition, l'écart le plus important représente 0,6 % du PIB pour 1998, soit encore un écart de plus de 30 % par rapport aux estimations du FMI. Il faut donc rester très prudent dans l'analyse des chiffres ainsi présentés.

En dollars, les chiffres des dépenses militaires de la Russie n'ont qu'une importance de comparaison anecdotique. Sans doute faudrait-il faire intervenir les parités de pouvoir d'achat, mais l'étendue des informations requises et les hypothèses de mise en place de la méthodologie rendent ces estimations assez discutables. Dans le passé, la CIA des Etats-Unis a reconnu s'être trompée du simple au double dans l'estimation du pourcentage des dépenses militaires par rapport au PIB. Après l'effondrement de l'URSS, les nouvelles estimations font état d'une nouvelle erreur, toujours dans le sens d'une minoration. En réalité, les chiffres les plus proches de la réalité représentaient 3 à 4 fois les chiffres publiés par l'USACDA. De 6,5 %, l'estimation de la CIA est passée à 14 %, alors que les estimations faites à la fin du système d'économie planifiée par les économistes faisaient plutôt état de 20 à 25 % du PIB. Aujourd'hui, Hill (5) estime ces dépenses à 50 milliards de dollars, alors même que l'application du taux de change donnerait à peine 15 milliards de dollars. Sans doute la réalité se situe-t-elle entre ces deux chiffres, ce qui, pour le moins, ne donne pas une estimation très précise ou très utile. Le gouvernement américain pensait qu'il y avait 30 000 armes nucléaires et 500 à 600 tonnes d'uranium enrichi, alors qu'il y en avait respectivement 45 000 et 1 200 selon V. Mihailov, l'ancien ministre russe de l'Énergie atomique (6). De même, les Etats-Unis estimaient qu'il y avait 50 000 chars, alors qu'il y en avait plus de 65 000. Cette myopie est liée à l'incompréhension d'un système fondé sur la guerre.

Malgré la fragilité économique de la Russie, les dépenses militaires représentent un effort non négligeable, supérieur en pourcentage du PIB à celui de l'OTAN, soit un peu plus de 5 %. Or, le gouvernement russe estime cet effort à 3 % du PIB. Cependant, les estimations sont très contestables. Pour 2001, celles du PIB vont de 250 à 1 000 milliards de dollars, alors que Gaïdar, ancien Premier ministre russe, situe le budget militaire réel à 180 milliards de dollars (7).

(5) C.J. HILL, *Russian Defence Spending*, in Joint Economic Committee, « Russia's uncertain economic future », Congress of the United States, Washington, décembre 2001, p. 107.

(6) S. ROSEFELDE, *Back to the Future? Prospects for Russia's Military Industrial Revival*, Orbis, septembre 2001, p. 10.

(7) S. ROSEFELDE, *Back to the Future? Prospects for Russia's Military Industrial Revival*, Orbis, septembre 2001, p. 13.

DES CHIFFRES DISCUTABLES

Le ministère des Finances cherche à contrôler ces comptes, mais cela n'est pas sans difficulté. Il a certes acquis une nouvelle influence pour l'augmentation globale de son budget, mais ses possibilités d'action sur la structure des dépenses militaires restent limitées. Le ministère de la Défense dispose de plusieurs comptes à la Banque centrale, sans grande transparence. Plusieurs accusations de corruption, de gaspillage ou de manipulations politiques ont été ainsi lancées. Le Président Poutine souhaite une régularisation de ces procédures, en relation avec celles qui sont appliquées au budget civil. La lutte a commencé, elle n'est pas encore achevée.

Il n'y a pas de définitions claires du contenu et de l'étendue des dépenses militaires. Certaines informations sont couvertes par le secret, comme le secteur nucléaire, de même qu'il reste difficile de connaître les données sur les coûts opérationnels de la maintenance et des achats militaires. Après de nombreuses interventions à la Douma, les chiffres pour 2001 ont été fournis avec un plus grand détail, même s'il reste au moins un tiers des dépenses inexplicables, sans doute en faveur des achats (parfois à l'étranger) et du secteur « recherche et développement », dont les statistiques restent encore largement classifiées. Il est difficile, en outre, de comparer les dépenses d'une année sur l'autre, tant les rubriques et les nomenclatures changent rapidement, selon des modalités et des fondements obscurs. Ainsi le personnel civil du budget de la défense change souvent d'affectation. L'augmentation des dépenses militaires de Russie en 2001 dépend probablement des activités de maintien de la paix et des réformes militaires, mais il ne s'agit que d'hypothèses faites par les sources occidentales.

Du fait des habitudes du secret et de l'utilisation traditionnelle des statistiques à des fins politiques, les estimations fournies par la Russie concernant les dépenses militaires restent hautement discutables. Elles ne sont en tout cas pas compatibles avec les informations fournies par les pays occidentaux. Pour Christopher Hill, le montant réel des dépenses militaires de la Russie est deux fois plus élevé que celui publié par les autorités russes (8). Il n'en reste pas moins vrai que les dépenses militaires russes ont considérablement diminué, d'un coefficient de 2 depuis 1992 et de 8 depuis 1988 (avec l'URSS). En outre, la plus grande partie des sommes engagées sont consacrées aux dépenses en personnel (au moins 60 %), ce qui laisse peu de place pour les dépenses de « recherche et développement » ou les achats de matériels. Il en résulte une crise économique grave des industries d'armement, qui devrait normalement les conduire à la faillite.

A côté de ces informations officielles, de nombreuses composantes des dépenses militaires, généralement retenues dans les informations fournies

(8) C.J. HILL, « Russian Defense Spending, in Joint Economic Committee », *Russia's uncertain economic future*, Congress of the United States, Washington, décembre 2001.

par l'OTAN, ne sont pas intégrées, concernant certains personnels militaires (comme les troupes fédérales aux frontières, le service fédéral de sécurité ou les gardes présidentiels, soit au total plus de 500 000 personnes qui déploient des avions d'attaque, des chars, des véhicules de combat ou des pièces d'artillerie). Il en va de même de la recherche-développement, des subventions aux industries de la défense (dont les financements sont parfois liés à des budgets civils nationaux ou régionaux), aux infrastructures nécessaires à la sécurité nationale, aux financements de l'*arms control* et de la non-prolifération des armes nucléaires, à la destruction des armes (notamment bactériologiques et chimiques), aux tribunaux militaires financés par le budget de la justice civile et les retraites militaires.

Il existe aussi de nombreux financements hors budget. Les villes et les *oblasts* ont l'occasion d'apporter une assistance directe aux entreprises de défense locales et même aux unités militaires. Des entreprises subventionnent elles-mêmes la production militaire, réparent gratuitement les matériels, sans savoir exactement quels en sont les coûts. Les bénéfices résultant de la vente d'armes à l'étranger ne sont pas toujours imputés au secteur militaire. Aujourd'hui, le gouvernement souhaite percevoir 6,5 % du montant des exportations militaires, afin de financer de nouveaux projets. Le ministère de la Défense loue ses troupes aux autorités locales et aux entreprises civiles, en prêtant certaines propriétés et en vendant des biens d'occasion, y compris des armes. Ces financements s'ajoutent à ceux qui sont fournis par le budget de l'État. En outre, le ministère de la Défense est souvent engagé dans des échanges de troc, qui ne sont pas répertoriés par le centre, et prête de l'argent à des taux d'intérêt extrêmement faibles. Enfin, il retarde les paiements autant qu'il le peut, de façon que sa dette soit réduite au minimum, laquelle est parfois directement prise en charge par le gouvernement.

Dans ces conditions, les dépenses hors budget sont très difficiles à estimer et varient d'une année à l'autre, en fonction de l'inflation et de la politique budgétaire. Globalement, les dépenses militaires de la Russie représentent au moins le double du budget officiel voté par la Douma.

L'ANALYSE DES DÉPENSES MILITAIRES DE LA RUSSIE

Depuis 1988, les dépenses militaires réelles de la Russie ont connu un déclin considérable. Si le PIB russe a diminué de 40 % entre 1992 et 1998, l'inflation reste élevée. En revanche, depuis l'arrivée au pouvoir du Président Poutine, les dépenses militaires, malgré une inflation de près de 16 %, augmentent à nouveau : cela est dû partiellement à la reprise économique, qui dégage les contraintes. Pour 2002, avec des dépenses militaires de 262,9 milliards de roubles, l'augmentation de l'effort économique de défense réelle est de l'ordre de 8 %, soit deux fois le montant estimé du taux de

croissance de l'économie russe pour la même période. L'effort principal porte principalement sur une augmentation des salaires des militaires (15 % en moyenne, avec 80 % d'augmentation pour un commandant de bataillon, dont le salaire se situera alors à 6 200 roubles, soit encore 300 dollars par mois). L'objectif est de réduire les personnels militaires, avec la disparition prévue pour 2005 de 365 000 postes du ministère des Armées, 105 000 d'autres ministères concernés et 130 000 civils, touchant principalement l'armée de terre. Ainsi, les dépenses pour un employé devraient passer du simple au double d'ici à 2005 et au triple d'ici 2010.

La Russie a conservé le système de conscription. C'est pourquoi, en parts des dépenses militaires, les dépenses relatives au personnel sont moins élevées qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. En outre, les salaires des officiers et des soldats ont diminué de manière considérable, à cause d'un rattrapage très faible de l'inflation. Aujourd'hui, tout compris, un lieutenant gagne 80 euros, un lieutenant-colonel 120 euros et un général 230 euros par mois. Alors que pendant la période soviétique, les salaires des militaires étaient notoirement plus élevés que ceux de leurs homologues civils, aujourd'hui les salaires des militaires représentent les deux tiers seulement des revenus du secteur civil équivalents. Il en résulte que nombre de militaires ont un second travail. Plus de la moitié des familles de militaires vit en dessous du minimum de subsistance et plus de 170 000 personnes attendent toujours l'affectation d'une résidence. Aujourd'hui, les cadres ne se reproduisent plus (les pilotes avaient en moyenne 30 ans en 1992, ils ont aujourd'hui 37 ans). La corruption est forte (13 généraux mis en examen en 2001). La Douma estime que les pertes liées aux activités illégales dans l'armée représentent 1,5 % du budget total. La situation des conscrits est encore plus mauvaise, avec des attributions en nature en réduction et une solde des plus faibles. Les uniformes ne sont pas toujours remplacés et les suicides se font de plus en plus nombreux. De même, l'état sanitaire des troupes ne va pas en s'améliorant.

Malgré les plans qui ont favorisé la réduction de la taille du complexe militaro-industriel, celui-ci reste à la fois important et parfois obsolète. Il sera difficile de doter l'armée russe de matériels performants avant un bon septennat. Ces objectifs sont très ambitieux et difficilement acceptables socialement. En outre, les dépenses afférentes à ces objectifs seront très coûteuses, de l'ordre de 20 milliards de roubles, ce qui rend l'opération difficile à mettre en œuvre. On constate que près des deux tiers des dépenses militaires vont aux forces régulières, notamment à l'armée de terre et aux forces stratégiques, si l'on n'ajoute pas la question des forces paramilitaires. Les armes stratégiques augmentent le *bang for a buck* et sont une réponse aux forces de l'OTAN. Avec la disparition du Pacte de Varsovie, la stratégie fondée sur les forces conventionnelles n'a plus la même rationalité. Les armes stratégiques constituent dorénavant le fondement même de la défense russe,

étant entendu que les forces conventionnelles ont perdu leur statut et leurs financements et n'entrent plus prioritairement dans les nouveaux rapports de force.

Pour les achats d'armes et la « recherche et développement », la situation ne fait qu'empirer. Le renouvellement des armes se fait très mal, compte tenu des très faibles moyens du ministère de la Défense.

***La production d'armes en Russie
de 1990 à 2000***

<i>Armes</i>	1990	1992	1994	1996	1998	2000
Chars	1600	500	40	5	10	30
Avions légers	3400	700	400	300	250	50
Avions d'attaque	400	150	50	20	30	40
Bombardiers	40	20	2	1	0	0
ICBMs/SLBMs	120	70	25	20	15	5
Navires de guerre majeurs	2	2	0	3	1	1
Sous-marins	12	6	4	3	1	1

***L'inventaire des armes majeures en Russie
en 2001 et 2010***

<i>Armes</i>	2000	2010
Chars modernes et véhicules blindés	45000	35000
Artillerie	33000	20000
Avions de combat et hélicoptères d'attaque	2800	1900
Navires de surface et sous-marins	95	60

Aujourd'hui, l'Etat achète de nouveaux équipements, plus légers et moins chers. Bien qu'ils soient prioritaires, les ICBM sont de moins en moins produits en quantité. Les entreprises de chars ont quasiment abandonné cette activité ou ont connu la faillite. La moitié de la flotte d'avions a été produite avant 1985 et seulement 1 % depuis 1995. Toutes les entreprises d'armement connaissent des difficultés économiques considérables que les subventions, souvent locales et régionales, maintiennent artificiellement en vie. Enfin, toute l'infrastructure a connu un processus de délabrement incontestable. Les deux tiers des aérodromes militaires devraient recevoir des réparations sérieuses. Sans une rapide prise de conscience, il est probable que le système sera bloqué et ne permettra pas aux troupes d'être opérationnelles. Il en va de même de la destruction des armes chimiques. Du fait de l'absence de moyens, elles sont toujours disponibles, au même titre d'ailleurs que nombre d'engins nucléaires.

L'industrie de la défense connaît de graves difficultés : lorsque les contrats existent, les délais de paiement de l'Etat sont considérables, les entreprises ne paient pas leurs travailleurs et les entreprises sont en situa-

tion de faillite potentielle. Les financements importants en faveur de la conversion ont été abandonnés, mais les employés sont restés dans l'entreprise. Les efforts du gouvernement pour régler cette situation ont été vains. Depuis que le budget de l'État est en léger excédent, la priorité dans ce domaine est de lutter contre l'endettement des firmes d'armement (estimé par le gouvernement russe à plus de 32 milliards de roubles), qu'il faudrait avoir réduit de moitié en janvier 2003. Or, le choix n'est pas varié. Il est souvent d'ordre binaire : soit conserver les entreprises à des fins sociales, soit les faire disparaître.

LA PUISSANCE MILITAIRE DE LA RUSSIE EN QUESTION

La Russie se conçoit à nouveau comme une grande puissance et, surtout, ne fait plus entièrement confiance aux stratégies occidentales. L'OTAN n'a pas reçu l'adhésion de la Russie pour la plupart des opérations en Yougoslavie, de même, qu'à l'inverse, les Européens ont été très réticents à l'encontre de l'action de la Russie en Tchétchénie, d'autant que les opérations militaires russes se sont avérées peu efficaces et très sanguinaires. Alors que la Russie réfléchit à nouveau sur son statut de puissance internationale, sa sécurité redevient un thème fort dans la popularité du Président Poutine.

Compte tenu de la vétusté et de l'obsolescence progressive des matériels militaires, il est probable que les forces de défense, malgré l'augmentation des crédits affectés, connaîtront une baisse réelle de leurs moyens. Autrement dit, même en relançant l'industrie militaire, les matériels anciens de la Russie seront de plus en plus désuets et inefficaces. La course au maintien de la puissance militaire en relation avec les États-Unis ne peut pas être gagnée dans le court terme, car les matériels dépassés ne seront pas compensés par des armes modernes en quantité et qualité suffisantes, même avec un effort particulier du gouvernement russe. La recherche-développement militaire a connu une grave crise ces dernières années, sauf dans le domaine nucléaire. Il n'empêche que le potentiel militaire de la Russie a considérablement baissé, au même titre que les moyens financiers disponibles pour remédier à cette situation. Enfin, du fait d'une démographie déclinante, dès 2005, le nombre de jeunes conscrits sera de plus en plus limité, puisque cette classe d'âge est moins nombreuse de 40 % par rapport à celles qui la précède. Dans ces conditions, il sera sans doute fait appel aux soldats professionnels, ce qui ne manquera pas d'être considérablement plus coûteux. De ce fait, la puissance militaire de la Russie ne semble pas en mesure de s'accroître dans un délai suffisamment rapide pour revendiquer un statut proche de celui des États-Unis. Certes, elle dispose toujours de l'arme nucléaire, mais cette arme reste peu disponible, sa flexibilité est très faible, ce qui rend la Russie affaiblie dans toutes les situations stratégiques qui ne sont pas celles du désespoir.

Le retour de la superpuissance militaire de la Russie avant 2015 est fortement improbable. Si le Président Poutine souhaite la modernisation démocratique, il doit aussi faire face à un certain nombre de difficultés : le stock de capital s'est effondré, le complexe militaro-industriel est en ruine, la technologie a pris un grand retard, l'économie est très affaiblie, le PIB est trop petit, les dépenses militaires restent encore trop fortes, le capital fuit le pays, l'investissement étranger est insuffisant, la corruption gagne tous les secteurs de la vie sociale et le système d'éducation et de santé se détériore. Certes, ces idées ne sont pas toujours exactes et la Russie peut toujours réarmer et ainsi restaurer rapidement une puissance importante, car elle dispose d'une forte culture de mobilisation militaire et sait, dans ce contexte, comment faire fonctionner efficacement ses actifs. Ainsi, Vitaly Shlykov a montré que les capacités industrielles russes excédaient celles des Etats-Unis pendant la Guerre froide, avec une stratégie spartiate qui a rendu le système de défense supportable : ce système pourrait tout aussi bien revivre; le mécanisme est endommagé, mais il est réparable. En outre, un retour à l'armement permettrait une lutte contre le chômage, un combat contre l'obsolescence capitaliste et la relance de la croissance (9). Cependant, la Russie peut devenir une grande puissance, mais elle ne peut plus égaler la situation hégémonique de la force militaire américaine.

Se pose aujourd'hui la question de la capacité du gouvernement russe à relancer l'économie nationale. Certains pensent que la formule magique « du beurre et des canons » est toujours d'actualité et pourrait intéresser la Russie. Shlykov considère que la Russie a les ressources, le talent et l'expérience pour devenir une grande puissance militaire dans l'arène internationale de la sécurité : il faudrait supprimer les oligarques, imposer un gouvernement fort, propriétaire des rentes, et créer un courant civil puissant en faveur d'une défense optimale, sans privilèges et richesses excessifs. La capacité des stocks militaires de la Russie a été bien maintenue (10); or, l'obsolescence est déterminée par la demande et non par les conditions physiques de l'actif. Ainsi la valeur du stock de capital de la Russie peut passer de 50 % aujourd'hui à 90 % demain si Poutine souhaite réactiver le système de guerre soviétique. Les ventes de ressources naturelles constituent une part importante du PIB qui devrait permettre à la Russie de recapitaliser et de réarmer, ce qui avait déjà été fait dans les années 1930.

La production industrielle agrégée a diminué de 40 % pendant les années 1990; la crise dans le secteur de la défense a été deux fois plus sévère, notamment dans l'aéronautique et la production navale : la Russie produisait 472 avions par an en 1991 et 56 en 1998. Il n'y a eu aucun achat

(9) S. ROSEFIELD, *Back to the Future? Prospects for Russia's Military Industrial Revival*, Orbis, septembre 2001.

(10) McKinsey Global Institute (avec l'assistance de Robert Solow, Olivier Blanchard, Richard Cooper et Theodore Hall), *Unlocking Economic Growth in Russia*, Moscou, octobre 1999.

d'avion de combat en 1998. Les projets concernant les SSBM continuent, mais à un très faible niveau. Comme les armes constituaient 60 % de la production industrielle, il est encore possible d'y faire appel. La Russie a en outre perdu 30 % de son potentiel dans les autres Républiques aujourd'hui indépendantes. Cependant, les Etats-Unis n'ont pas exagéré l'effort soviétique, bien au contraire. Il est probable que les Soviétiques ont été capables de développer un arsenal militaire presque deux fois plus important que celui des Etats-Unis. Or, les investissements et les matériels sont toujours disponibles, au même titre que les structures pour leur production.

Cependant, si la Russie reste incontestablement la deuxième puissance militaire potentielle mondiale, elle ne dispose plus vraiment des capacités de mobilisation des pays socialistes. Certes, l'exemple de la guerre en Tchétchénie montre l'importance de la puissance nationale dans l'esprit du citoyen russe. En outre, les probabilités de conflits avec la Chine n'étant pas réduites à néant, il y a là un facteur potentiel de réarmement de la Russie. Cependant, le marché et la propriété privée sont dorénavant une nouvelle culture assez bien intégrée par la majorité de la population : de cela pourrait découler une résistance à la mobilisation militaire, en vue de sauvegarder les niveaux et standards de vie. Pourtant, en Russie, le marché ne produit pas la souveraineté du consommateur, mais celle des oligarques, ce qui rend facile la mobilisation pour la guerre. En fait, la capacité du pays à se défendre dépend en partie de ses actifs (éducation, santé, recherche et développement, richesse). Or, aujourd'hui, la formation de capital fixe représente 20 % de celle de 1990 et la dépréciation des investissements excède de 90 % les nouveaux investissements, tandis que le taux d'équipement moderne du parc d'armement ne dépasse par 30 % (il n'a été renouvelé que de 1,5 % depuis 1991) (11); en outre, le secteur « recherche et développement » en matière militaire est sans doute sept à huit fois moins important qu'aux Etats-Unis, d'autant que les instituts de recherche n'ont souvent perçu, en termes réels, que 15 % des fonds promis par le budget et que les personnels en fonction dans ce secteur ont presque tous dépassé l'âge de 50 ans.

Toutefois, certains facteurs peuvent relancer l'effort d'armement de la Russie : en premier lieu, l'évolution des dépenses militaires des ennemis potentiels, qui peut entraîner une course aux armements. Aujourd'hui, la Russie ne connaît pas nécessairement ses ennemis : certes, la Chine reste toujours une menace; les Etats-Unis se présentent comme un concurrent devenu un peu trop fort; quant à l'Europe, elle devient un partenaire économique désiré. Sauf à souhaiter redevenir une puissance alternative aux Etats-Unis, la Russie n'a pas de raison conflictuelle à augmenter considérablement ses dépenses militaires : elle doit le faire pour sa propre sécurité intérieure et pour compenser l'obsolescence et le vieillissement de ses maté-

(11) I. FACON, « Evolution des doctrines et des discours militaires de Moscou depuis 1989 : continuité, discontinuité », *Recherches et Documents (FRS)*, n° 23, novembre 2001, p. 42.

riels ; elle doit en outre faire face aux nouvelles stratégies militaires, qui impliquent de nouveaux moyens d'action et d'armes.

Cependant, la fatigabilité consécutive aux coûts de la militarisation est considérable en Russie : l'échec des politiques d'exportation des armes et de la conversion des industries d'armement a entraîné la quasi-faillite de nombre d'entreprises spécialisées. Aujourd'hui, le développement de la Russie n'est pas fondé sur les valeurs de la production militaire. Cette « fatigabilité » élevée constitue un frein au réarmement. En outre, les griefs conditionnent la motivation de la course aux armements ; or, aujourd'hui, les grandes puissances n'ont plus les mêmes griefs les unes par rapport aux autres : dans ces conditions, même si les griefs se développent dans les rapports intra-étatiques, ils ne se sont pas globalement renforcés au niveau mondial.

Si la Russie ne présente pas les conditions fondamentales explicatives d'une course aux armements, il n'en reste pas moins vrai que d'autres facteurs peuvent expliquer une augmentation des dépenses militaires, comme notamment la volonté de redevenir une grande puissance stratégique. En outre, il ne faut pas oublier que les anciennes armes sont toujours présentes en Russie, où le coût du désarmement est tel, que les accords de réduction des armements nucléaires, plus onéreux que prévus, sont très en retard. Toutefois, le maintien d'armes nucléaires est compris comme une source d'efficacité car les explosifs nucléaires, moins chers que les explosifs conventionnels, exigent peu de personnel et beaucoup de capital, dissuadent la guerre et évitent les combats et les défaites. À côté de ces stocks d'armes, qui maintiennent la puissance militaire ancienne, se développent de nouvelles armes.

Aujourd'hui, l'art militaire est plus influencé par l'évolution de la politique internationale que par les progrès technologiques. Pour les partisans de la « Révolution dans les Affaires Militaires » (RMA), il faut utiliser les moyens militaires avec un maximum d'efficacité et un minimum de pertes d'hommes, grâce aux techniques de l'information, sans prendre les civils comme otages ni faire appel aux alliés. Les développements technologiques du secteur civil sont à la source de cette RMA ; ils ne conduisent pas à une nouvelle génération de matériels militaires, mais mettent en place des réseaux d'information très puissants, susceptibles de provoquer une métamorphose militaire. La RMA entraîne la montée en puissance de l'information par rapport à celle des masses de produits matériels : il s'agit principalement de mettre en place un système des systèmes, fondé sur les trois technologies fondamentales que sont la numérisation, le traitement informatique et le positionnement géopolitique global. Cependant, ce système laisse supposer que nos ennemis nous sont semblables ; or, si ces ennemis acceptent les pertes en vies humaines et mettent de côté tout scrupule humanitaire, en utilisant des armes nouvelles, biologiques en particulier, le système s'effondre.

Aujourd'hui, à de notables exceptions près, les firmes d'armement ne produisent plus exclusivement pour l'armée. Cette transformation du comportement a été, en partie, le résultat de la baisse des budgets militaires nationaux et de l'abandon progressif des secrets technologiques qui constituaient la base de leur quasi-monopole : dans un mouvement simultané, le secteur civil est venu vers le militaire et le militaire a dû, pour survivre, se trouver des marchés civils. Le gouvernement des Etats-Unis a entrepris des actions spécifiques pour rentabiliser les retombées technologiques militaires dans le cadre de la reconversion des industries de défense. Ainsi, le Pentagone a réduit de moitié ses fournisseurs attitrés et a fixé des normes commerciales pour les achats militaires ; il a aussi encouragé les exportations d'armements, afin de favoriser l'émergence des économies d'échelle, de réduire les coûts unitaires (le prix unitaire de 500 avions est supposé 20 à 30 % moindre que celui découlant de la seule production des 300 appareils nécessaires à la défense nationale), de limiter les risques financiers de la recherche-développement et d'accroître les effets d'apprentissage.

L'industrie d'armement, pourtant très réservée, au nom de la défense nationale, sur la question des ententes industrielles avec des entreprises étrangères, devient donc tributaire du processus de globalisation : l'internationalisation de la production et des marchés conduit à la réduction progressive des degrés de protection des entreprises nationales. Si l'industrie d'armement a souvent exercé une influence fondamentale sur la recherche-développement et plus généralement sur les technologies civiles contemporaines, ce phénomène n'est plus toujours vérifié, compte tenu à la fois de la diversification des entreprises d'armement vers les activités civiles et de la compétition internationale. Les entreprises d'armement se sont restructurées : elles se sont soit diversifiées, soit spécialisées et elles sont engagées dans un double processus de concentration et d'internationalisation, voire de globalisation.

Par ailleurs, du fait même de l'existence des forces nucléaires et de leur faible probabilité d'utilisation, d'autres stratégies sont mises en place, en complément ou en substitution partielle. Vladimir Poutine, considérant que la Russie ne pourra résoudre les énormes tâches du développement de l'Etat sans l'armée, veut redéployer cette dernière et cherche à faire naître une confiance mutuelle entre elle et les citoyens. Soucieux de faire retrouver au pays une partie du lustre d'antan, alors même que sa position géostratégique est fragilisée par l'élargissement de l'OTAN et les initiatives militaires des Etats-Unis, le Président russe se propose de recentrer l'appareil de défense sur les priorités, à savoir les menaces internes, les frontières, le renforcement de l'arme nucléaire et le développement des armes de la coopération et de la diplomatie. Il se rapproche ainsi du concept de sécurité défini

par Gorbatchev (12) : cela représente en quelque sorte un nouveau « pied de nez » de l'histoire de la Russie.

La Russie doit opérer un choix... Il n'est pas sûr qu'elle l'ait encore fait ou qu'elle ait les moyens de le faire.

(12) I. FAGON, « Evolution des doctrines et des discours militaires de Moscou depuis 1989 : continuité, discontinuité », *Recherches et Documents (FRS)*, n° 23, novembre 2001, pp. 45 et suivantes.